

LE MOUVEMENT DES RADIOS COMMUNAUTAIRES

FRANCOPHONES HORS QUÉBEC A 10 ANS

Les «clochers du 21^e siècle» résonnent maintenant du Labrador à Iqualuit. Ces clochers, ce sont les 16 antennes des radios communautaires qui, du Labrador à Iqualuit, propagent aujourd'hui la bonne nouvelle francophone au Canada.

Il y a plus de dix ans, des rêveurs de la péninsule acadienne au Nouveau-Brunswick, de Hearst dans le nord de l'Ontario et de Clare en Nouvelle-Écosse travaillaient d'arrache-pied à convaincre les nombreux sceptiques des bienfaits de la radio communautaire. Ils ne se connaissaient pas encore, mais avaient tous en tête un objectif commun : briser l'isolement de leur communauté respective, créer des liens et freiner l'assimilation par la voie des ondes. D'autres rêveurs emboîteront le pas.

Le projet d'implantation des radios communautaires a été conçu au départ par la Fédération de la jeunesse canadienne-française. En 1987, le gouvernement fédéral prit cela suffisamment au sérieux pour s'impliquer financièrement, en créant un programme d'aide à l'implantation des radios communautaires, doté d'une enveloppe de 5,6 millions de dollars.

Radio-Péninsule a été la première radio communautaire francophone à émettre à l'extérieur du Québec en juillet 1988. Depuis ce jour, des dizaines de communautés francophones ont produit des études techniques, de marché et de faisabilité, ont organisé des campagnes d'information, de sensibilisation et de levée de fonds. Outre les 16 radios existantes, huit autres devraient entrer en ondes au cours des prochaines années au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve, en Ontario, en Saskatchewan et en Alberta.

On estime que les radios communautaires ont généré plus de 20 millions de dollars en retombées économiques depuis le milieu des années 1980. Les 16 radios actuellement en ondes emploient entre 80 et 90 personnes à plein temps, ce qui fait d'elles de véritables petites entreprises. Selon les chiffres disponibles, 56 p. 100 des revenus des radios communautaires proviennent de la publicité, 26 p. 100 des activités bénéfiques (bingo, danse, loto radio) et 18 p. 100 des subventions gouvernementales.

Si on en juge par les résultats d'un récent sondage auprès de six stations francophones, les radios communautaires ont rapidement conquis les auditeurs. La doyenne, CKRO, recueille une part de marché de 41 p. 100 de l'écoute francophone dans la péninsule acadienne au Nouveau-Brunswick, comparativement à 29 p. 100 pour son principal compétiteur.

Même si elle n'est en ondes que depuis le mois de septembre 1994, la radio CIMS de Restigouche au Nouveau-Brunswick a une part du marché de 52 p. 100 auprès de l'auditoire francophone.

Le phénomène est le même en Nouvelle-Écosse. Même si elle émet en milieu majoritairement anglophone, la part du marché francophone de la station CIFA, Radio Clare, est de 43 p. 100.

En Ontario, la station CHOD de Cornwall-Alexandria, qui est entrée en ondes en mai 1994, recueille déjà 60 p. 100 de l'écoute aux stations françaises dans la région! Dans la région de Kapuskasing, au nord de l'Ontario, la station CKGN Radio KapNord va chercher 57 p. 100 du marché francophone.

Au Manitoba enfin, la radio communautaire CKXL rejoint 46 p. 100 des francophones de la région de Saint-Boniface.

Les auditeurs interrogés dans le cadre de ce sondage ont majoritairement indiqué que leur écoute de la radio en français avait augmenté depuis la venue de la radio communautaire.

Tiré de L'Agence de presse francophone